

## **PROGRAMME FONCTIONNEL DEFINITIF CLAUSES ADMINISTRATIVES**

**Numéro de la consultation**

2016V12005830

**Intitulé de la consultation**

Marché de vélos en libre-service – Vélib

**Procédure de passation**

Dialogue compétitif

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>ALLOTISSEMENT ET FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>4</b>	<b>DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>4</b>
4.1	CLAUDE SOCIALE .....	4
4.1.1	Public bénéficiaire .....	5
4.1.2	Objectifs d'insertion professionnelle .....	5
4.1.3	Modalités de l'insertion .....	5
4.2	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES .....	7
<b>5</b>	<b>ÉVOLUTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES, INFORMATIQUES ET JURIDIQUES.....</b>	<b>8</b>
<b>6</b>	<b>PRIX - PAIEMENT .....</b>	<b>8</b>
6.1	PRIX DU MARCHE .....	8
6.1.1	Forme et contenu des prix .....	8
6.1.2	Variation des prix .....	9
6.1.3	TVA .....	10
6.2	RECETTES USAGERS .....	10
6.3	RECETTES COMPLEMENTAIRES .....	10
6.4	PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU SERVICE PAR DES TIERS .....	11
6.4.1	À la demande du pouvoir adjudicateur .....	11
6.4.2	À la demande du titulaire .....	11
6.5	SUBVENTIONS PAR DES TIERS PUBLICS OU PRIVES .....	11
6.6	GRILLE TARIFAIRE .....	12
6.7	RETENUE DE GARANTIE .....	12
6.8	AVANCES .....	12
6.9	ACOMPTE .....	12
6.10	PRESENTATION DES FACTURES .....	12
<b>7</b>	<b>DUREE – DELAIS .....</b>	<b>13</b>
7.1	DUREE DU MARCHE .....	13
7.2	DELAIS .....	13
7.2.1	Phase de préparation .....	13
7.2.1.1	Modalités de pilotage opérationnel .....	13
7.2.1.2	Éléments de reporting .....	13
7.2.1.3	Rapports d'activité .....	13
7.2.1.4	Transmission et validation du plan de communication initial .....	14
7.2.1.5	Conception et validation des prototypes et modèles .....	14
7.2.1.6	Validation du système de gestion centralisé .....	15
7.2.1.7	Validation des éléments justificatifs comptables .....	15
7.2.1.8	Validation de l'orientation des plans statiques des totems .....	16
7.2.1.9	Validation des CGAU .....	16
7.2.1.10	Validation des rapports d'activité .....	16
7.2.2	Phase de déploiement et transition avec le dispositif VLS précédent pour les stations du forfait .....	16
7.2.3	Phase d'exécution .....	16
7.2.3.1	Commande et déploiement de vélo-stations au BPU .....	16
7.2.3.2	Dépose et neutralisation de vélo-stations au BPU .....	17
7.2.3.3	Modification de la taille de vélo-station .....	17
7.2.3.4	Réimplantation de vélo-station suite à dépose .....	17
7.2.3.5	Travaux de désamiantage .....	17
7.2.3.6	Évolution du pourcentage minimum mensuel de VAE .....	17
7.2.3.7	Certification du CRC .....	17
7.2.3.8	Remise en état des vélo-stations .....	17
7.2.3.9	Intervention sur site (pour le SI) .....	17
7.2.3.10	Remise du plan annuel de communication .....	18
7.2.3.11	Remise des rapports .....	18
7.2.3.12	Établissement du plan de réversibilité .....	18
7.2.3.13	Intervention sur site .....	18
7.2.3.14	Remise des plans de récolement et d'implantation des stations .....	18

7.2.4	Phase de dépose.....	18
7.2.5	Remise des livrables.....	18
8	<b>PENALITES.....</b>	<b>19</b>
9	<b>MODALITES DE COMMANDE.....</b>	<b>19</b>
9.1	MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS A PRIX UNITAIRES.....	19
9.2	RECEPTION DES PRESTATIONS .....	19
9.3	DELAIS DE GARANTIE .....	19
10	<b>INTERESSEMENT.....</b>	<b>19</b>
11	<b>INDEMNISATION DU VOL ET DU VANDALISME.....</b>	<b>20</b>
12	<b>OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE.....</b>	<b>20</b>
13	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>20</b>
14	<b>GESTION ET PROTECTION DES DONNEES.....</b>	<b>21</b>
14.1	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	21
14.1.1	Sécurité des données.....	21
14.1.2	Hébergement des données informatiques.....	22
14.1.3	CNIL.....	22
15	<b>UTILISATION DES RESULTATS.....</b>	<b>23</b>
15.1	DEFINITION DES RESULTATS.....	23
15.2	CONCESSION DE DROITS D'UTILISATION SUR LES RESULTATS .....	23
15.3	GARANTIE DES DROITS .....	25
15.4	DROITS ET ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU TITULAIRE DU MARCHE .....	26
15.5	DROITS SUR LES DONNEES ET LES BASES DE DONNEES PRODUITES A L'OCCASION DE L'EXECUTION DU MARCHE	27
16	<b>AUTRES ELEMENTS ADMINISTRATIFS.....</b>	<b>28</b>
17	<b>REPRISE DES PERSONNELS DU CONTRAT PRECEDENT .....</b>	<b>28</b>
18	<b>FIN DU MARCHE.....</b>	<b>28</b>
18.1	RESILIATION DU MARCHE .....	28
18.2	REPRISE DES EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS AU TERME DU MARCHE .....	28
18.3	DEVENIR DES PERSONNELS EN FIN DE CONTRAT .....	29
19	<b>REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION .....</b>	<b>30</b>
20	<b>OBLIGATIONS SPECIFIQUES A LA CHARGE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>30</b>
21	<b>DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>30</b>

# 1 Objet

Le présent marché a pour objet la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS).

## 2 Allotissement et fractionnement des prestations

Les prestations constituent un marché global.

## 3 Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles particulières sont :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe :
  - \* annexe 1 : bordereau des prix unitaires (BPU)
  
- le programme fonctionnel technique définitif (PFTD) et ses annexes :
  - \* l'annexe 1 : avenant n°4 au contrat Vélib'1
  - \* l'annexe 2 : servitude TIC
  - \* l'annexe 3 : cahier des charges techniques de démontage des stations JC DECAUX Vélib'1
  - \* l'annexe 4 : reprise des branchements ENEDIS
  - \* l'annexe 5 : courriers éligibles
  - \* l'annexe 6 : liste d'indicateurs
  
- le programme fonctionnel administratif définitif (PFAD) et ses annexes :
  - \* l'annexe 1 : pénalités
  - \* l'annexe 2 : décompte périodique insertion
  - \* l'annexe 3 : grille tarifaire applicable au démarrage du service
  
- le mémoire technique du titulaire et ses annexes :
  - \* l'annexe 1 : dimensionnement
  - \* l'annexe 2 : réponse financière
  - \* l'annexe 3 : plan de déploiement
  
- le protocole de bonne tenue de chantiers en vigueur à Paris

Les pièces contractuelles générales sont :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009.

L'ordre de priorité des pièces constitutives déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

## 4 Développement durable

### 4.1 Clause sociale

Le marché comprend une clause relative à l'insertion des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle.

Conformément aux dispositions de l'article 38-I de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, la clause d'insertion professionnelle constitue une condition d'exécution du marché pour le titulaire comme pour ses éventuels sous-traitants.

#### 4.1.1 Public bénéficiaire

Pour rappel, l'action d'insertion professionnelle s'applique aux :

- ✓ demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- ✓ allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits ;
- ✓ publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation Temporaire d'Attente (ATA), de l'allocation de soutien familial (ASF), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'invalidité ;
- ✓ jeunes de niveau infra 5, c'est à dire de niveau inférieur au CAP/BEP ;
- ✓ personnes prises en charge dans le dispositif "insertion par l'activité économique" (IAE), c'est à dire les personnes mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ainsi que par des salariés d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI), ou encore des régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charges dans des dispositifs particuliers, par exemple "Défense 2ème chance" ;
- ✓ personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- ✓ autres personnes rencontrant des difficultés particulières. Elles peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), être considérées comme relevant des publics les plus éloignées de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion doivent impérativement relever de ces catégories.

Lors de l'exécution du marché public, l'éligibilité de ces personnes doit être prouvée par le titulaire sur présentation des justificatifs, qui lui sont remis par les partenaires emploi/sociaux.

#### 4.1.2 Objectifs d'insertion professionnelle

Le titulaire réserve aux personnes en insertion professionnelle, pour l'exécution des prestations, 300 000 heures pour les 15 ans d'exploitation du service.

Il doit atteindre l'objectif de 100 000 heures au bout de 5 ans d'exploitation du service puis un minimum de 20 000 heures par an.

Au-delà de l'exigence des volumes horaires minimum, le pouvoir adjudicateur souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value, que ce soit à l'entreprise ou aux bénéficiaires de la clause. Ainsi, cette clause doit permettre aux bénéficiaires d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement de formations apportées (par l'entreprise à l'interne ou par des organismes extérieurs), mais aussi via des tâches confiées pour évoluer professionnellement.

#### 4.1.3 Modalités de l'insertion

Pour réaliser leur objectif d'insertion professionnel, le titulaire a le choix entre les modalités suivantes :

- ✓ le recrutement direct
- ✓ le recrutement indirect
- ✓ la sous-traitance

##### Le recrutement direct :

Les salariés en insertion peuvent être recrutés sous la forme :

- d'un contrat de droit commun : CDD ou CDI ou d'un contrat aidé de droit privé : CUI (CIE)
- d'un contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage

Le titulaire fournit à chaque personne en insertion ayant donné satisfaction un certificat témoignant de la qualité du travail exécuté dans le cadre du marché. Les heures effectuées par des personnes embauchées en CDI par le titulaire (personnes répondant aux critères d'éligibilité précités) pourront être comptabilisées dans les heures d'exécution de la clause d'insertion pendant la durée restante à courir du marché (maximum 4 ans).

#### Le recrutement indirect (mise à disposition de salariés) :

Le recrutement indirect s'effectue par l'intermédiaire d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion agréée par l'Etat (E.T.T.I.), d'une Association Intermédiaire (A.I.) ou d'un Groupement d'Employeur pour l'Insertion et la Qualification (G.E.I.Q.).

Ces structures mettront à la disposition du titulaire, pour l'exécution des prestations considérées, des personnes dont le profil aura déjà été sélectionné et qui resteront salariées de la structure.

Toutefois, le titulaire s'engage à embaucher en priorité, pour ses besoins supplémentaires de main d'œuvre, des personnes sous contrats directs et n'avoir recours au travail temporaire que dans les conditions prévues par la loi n° 90-613 du 12 juillet 1990 favorisant la stabilité de l'emploi.

#### La sous-traitance :

La sous-traitance auprès d'une Structure d'insertion par l'activité économique (S.I.A.E) agréée par l'Etat. Dans ce cas, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées. En tant qu'entreprise principale, il reste responsable globalement de l'exécution du marché.

Le titulaire fait apparaître dans le décompte périodique d'insertion (joint en annexe 4) le montant sous-traité avec le nombre d'heures travaillées au titre de la clause d'insertion professionnelle et précise le coût horaire de la main d'œuvre.

La liste des structures d'insertion par l'activité économique figure sur :

- l'annuaire des Structures d'insertion par l'activité économique (toutes les entreprises ou associations tous secteurs d'activité confondus) <http://socialement-responsable.org>
- le site [entreprenons-ensemble.fr](http://entreprenons-ensemble.fr) (développement de partenariat entre entreprise et SIAE)
- les fédérations du secteur de l'insertion par l'économie :
- les entreprises d'insertion : <http://www.urei-idf.org>
- les régies de quartier : <http://www.cnlrq.org>

L'entreprise attributaire garde une totale liberté de choix des modalités d'insertion présentées ci-dessus pour l'exécution de la présente clause sociale.

Dans tous les cas, le titulaire désigne dans les 2 mois qui suivent la notification du marché un « référent insertion » qui est alors le correspondant du pouvoir adjudicateur.

#### Mise en œuvre :

En ce qui concerne la mise en œuvre des clauses, le titulaire bénéficie s'il le souhaite d'un service d'accompagnement spécifique par territoire (recrutement, orientation, suivi, reporting).

#### Vérification des prestations / suivi du dispositif et bilan :

Tout au long de l'exécution des prestations, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Il présente au pouvoir adjudicateur avant la fin du premier trimestre de l'année n le bilan annuel du dispositif d'insertion mis en œuvre de l'année n-1 sur la base du document joint en annexe 2 (décompte périodique d'insertion).

Pendant l'exécution des prestations, le bilan du dispositif d'insertion mis en œuvre par le titulaire, doit comprendre les annexes justificatives suivantes :

- en cas de recrutement direct :
  - le justificatif de l'éligibilité à l'insertion pour chaque personne recrutée ;
  - le contrat de travail ;
  - la fiche de salaire de décembre ou de fin de contrat.

- en cas de recrutement indirect :
  - le décompte déclaratif des heures (détermination de la récurrence) ;
  - la facture d'achat d'heures ;
  - le Justificatif de l'éligibilité à l'insertion pour chaque personne recrutée.
- en cas de sous-traitance :
  - la facture ;
  - le Justificatif de l'éligibilité à l'insertion pour chaque personne recrutée.

## 4.2 Clauses environnementales

Le marché comprend les clauses environnementales suivantes :

### ➤ Clause liée au parc de véhicules destiné à la maintenance et à la régulation

**À partir de l'exploitation du dispositif, aucun véhicule diesel n'est autorisé pour l'exécution des prestations sur le territoire d'exploitation du service.**

- ✓ recours à des véhicules électriques pour les déplacements du personnel encadrant ;
- ✓ pour se déplacer sur les différents sites, l'utilisation de véhicules et de carburant le plus respectueux possible de l'environnement est souhaitable pour le transport. Le parc servant à l'exécution des prestations doit comprendre des véhicules à propulsion humaine pour le transport le permettant, des véhicules fonctionnant notamment à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV) ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques). Ces véhicules répondent aux normes spécifiques de la Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996 (LAURE).

En cas d'utilisation de véhicules légers, ils respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 6, définie par la directive 98/69/CE. En cas d'évolution des normes, le titulaire devra se conformer à la norme la plus restrictive lors du renouvellement d'un véhicule léger.

En cas d'utilisation de véhicules lourds, ces véhicules respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO V définie par la directive 98/69/CE. En cas d'évolution des normes, le titulaire devra se conformer à la norme la plus restrictive lors du renouvellement d'un véhicule lourd.

Le titulaire respecte les engagements pris dans le cadre du mémoire technique concernant la composition de son parc de véhicules.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, dans chaque rapport annuel d'activité la description des véhicules qui sont affectés au marché, avec mention du type de motorisation et catégorie Euro ainsi qu'une photocopie de la carte grise de ces véhicules.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander en cours d'exécution du marché une copie des cartes grises des véhicules utilisés et d'effectuer des contrôles aléatoires lors de la présence des véhicules sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du marché.

### ➤ Clause liée aux livrables

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (Exemple : labels FSC, PEFC ou équivalent).

### ➤ Clause liée aux matériaux

Tous les matériaux et matériels constitutifs du dispositif doivent être valorisés dans les filières spécialisées. Le titulaire transmet dans chaque rapport annuel d'activité le bilan annuel de la valorisation des matériaux et matériels.

## 5 Évolutions techniques, technologiques, informatiques et juridiques

Le titulaire est tenu d'assurer une veille permanente en ce qui concerne les évolutions techniques, technologiques, informatiques et juridiques relatives au contrat. Il doit présenter les éléments au fil de l'eau mais aussi les faire apparaître dans le bilan d'activité annuel. Le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations, biens matériels ou immatériels faisant l'objet du marché par des prestations, biens matériels ou immatériels jugées plus performantes ou adaptées aux besoins.

Dans le cas où le titulaire est dans l'obligation d'appliquer une évolution du fait de la disparition d'une technologie, le titulaire est tenu de produire un certificat justifiant que cette nouvelle technologie se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique ou de changement de technique indépendants de sa volonté.

## 6 Prix - paiement

### 6.1 Prix du marché

#### 6.1.1 Forme et contenu des prix

Le marché est à prix forfaitaire et unitaires.

Le prix forfaitaire couvre toutes les dépenses directement ou indirectement nécessaires aux prestations décrites dans le programme fonctionnel technique (à l'exception de celles explicitement définies comme étant rémunérées à prix unitaires), c'est-à-dire, sans que cette liste puisse être considérée comme limitative, tous les coûts liés à la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion du dispositif de vélos en libre-service pour les vélos-stations comprises au forfait.

Les prix unitaires sont ceux prévus au bordereau des prix unitaires.

La partie à prix unitaires ne comprend ni montant minimum ni montant maximum.

Les prix sont établis hors taxe et en euros.

Les prix tiennent compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. Ils sont réputés inclure :

- ✓ tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- ✓ toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation,
- ✓ les séances plénières de formation à la prise en main et à l'utilisation de l'outil de reporting,
- ✓ la valorisation des matériaux et matériels constitutifs du dispositif dans les filières spécialisées,
- ✓ les transferts de droits de propriété intellectuelle à l'exception de ceux prévus au BPU,
- ✓ les coûts de fonctionnement liés à l'exploitation des servitudes TIC le cas échéant.

Dans le cas spécifique d'une reprise des mobiliers :

- les mobiliers mis à disposition par le pouvoir adjudicateur au titulaire pour l'exécution du marché le sont en l'état. Ils sont maintenus et entretenus par le titulaire qui pourvoit à leur remplacement en cas de besoin.
- le titulaire fait son affaire des coûts liés à la reproduction et aux droits de propriété attachés aux mobiliers du contrat Vélib' précédent.

Pour les prestations comportant des opérations de maintenance, par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, la rémunération du titulaire au forfait et au bordereau de prix unitaires tient compte et couvre les prestations suivantes :



- la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par le pouvoir adjudicateur aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par un emploi détourné du matériel par les usagers dans les limites fixées par l'article 11 du présent document.

#### Prix nouveaux :

Les prestations en relation avec l'objet du marché dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service et pour lesquelles le marché ne prévoit pas de prix peuvent faire l'objet de prix nouveaux.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur au mois M0.

Un ordre de service notifie au titulaire le prix de règlement proposé par le pouvoir adjudicateur pour les prestations concernées. Le titulaire a alors 30 jours à compter de la notification de l'ordre de service pour émettre des réserves sur le prix proposé. S'il n'a pas présenté d'observation au pouvoir adjudicateur dans le délai de 30 jours, suivant l'ordre de service notifiant le prix, il est réputé l'avoir accepté.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix nouveaux, ceux-ci font l'objet d'un avenant et sont inclus au bordereau supplémentaire de prix unitaires.

### **6.1.2 Variation des prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 défini à l'acte d'engagement.

À compter de 2018, les prix sont révisables annuellement au 1<sup>er</sup> janvier par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times [0,1 + 0,9 \times [0,60 \times (I_{CHTrev-TS-IME\ n} / I_{CHTrev-TS-IME\ 0}) + 0,40 \times (MIG\ EBIQ\ n / MIG\ EBIQ\ 0)]]$$

P0 correspond au montant annuel en valeur date de remise de l'offre finale

Pn correspond au montant annuel révisé pour l'année « n »

ICHTrev-TS-IME 0 correspond à la valeur de référence, au mois M0, de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183).

ICHTrev-TS-IME n correspond à la valeur - au mois d'octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183).

MIG EBIQ 0 correspond à la valeur de référence, au mois M0, de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 001652106)

MIG EBIQ n correspond à la valeur - au mois d'octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 001652106)

Le coefficient final de variation de prix est calculé sur la base du sixième décimale et arrondi au millième inférieur. Exemple : Pour 1,034001, le coefficient est arrondi à 1,034.

Les prix soumissionnés par les fournisseurs étrangers sont exprimés en euros et sont soumis à la réglementation française des prix. Aucun ajustement pour cause de variation de monnaie n'est admis.

En cas de reprise des mobiliers du précédent contrat, le titulaire du marché bénéficie contre redevance d'une licence organisant les modalités de reproduction et les différents droits de propriété intellectuels attachés aux mobiliers. Les montants de redevance sont fixés par mobilier dans l'annexe 1 au PFT définitif.

Ces montants sont indexés annuellement selon la formule ci-dessous :

$$P = P_o [0,125 + 0,875 [0,15 (EBIQ_d/EBIQ_o) + 0,85 (X_d/X_o)]]$$

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix initial basé sur le prix indiqué dans l'annexe 1 au PFT

EBIQ = Indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français – énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements

Identifiant indice INSEE : 001652129

X = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – services administratifs, soutien

Identifiant indice INSEE : 001565196

d = valeur prise pour les indices élémentaires à la date de la révision

o = valeur prise à la date de remise des offres

### 6.1.3 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

## 6.2 Recettes usagers

Sont considérées comme recettes usagers tout versement de la part d'un usager au titulaire du présent marché : paiements dans le cadre de la grille tarifaire, prélèvement défini aux CGAU, services additionnels...

Le titulaire encaisse toutes les recettes usagers.

Il reverse au pouvoir adjudicateur au 10<sup>e</sup> jour du mois M+1 l'ensemble des recettes perçues au mois M.

Les conditions d'exécution (pièces justificatives accompagnant le versement...) de cette prestation sont définies lors de la période de préparation du marché en lien avec le pouvoir adjudicateur et les différents interlocuteurs concernés (comptable public...).

## 6.3 Recettes complémentaires

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le pouvoir adjudicateur autorise, à titre exclusif, le titulaire à exploiter deux sources de recettes complémentaires : le nommage des stations et le parrainage d'événements.

Si pour chacune de ces sources de recettes, le titulaire ne souhaite pas la mettre en œuvre, elle pourra être exercée par le pouvoir adjudicateur sans droit aucun à rétribution du titulaire du marché. En cas d'absence d'exploitation de ces deux sources de recettes complémentaires pendant plus de 18 mois consécutifs, le pouvoir adjudicateur considère que le titulaire ne souhaite pas les mettre en œuvre.

Sur proposition du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, d'autres sources potentielles peuvent être envisagées. Les modalités d'exploitation des autres sources potentielles seront définies conjointement par le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

### Les modalités de mise en œuvre des recettes complémentaires

Le titulaire s'engage pour chacune des deux sources de recettes complémentaires susmentionnées sur un montant minimum annuel de recettes complémentaires (tous frais techniques refacturés aux annonceurs/partenaires inclus). Ces montants figurent à l'acte d'engagement.

Toutes recettes complémentaires (frais techniques refacturés aux annonceurs/partenaires inclus) dépassant le montant du minimum annuel fera l'objet d'un reversement au pouvoir adjudicateur à hauteur de :

- ✓ 60% des recettes HT au-delà du montant minimum annuel renseigné à l'acte d'engagement pour les recettes perçues au titre du « nommage de vélos-stations » ;
- ✓ 20% des recettes HT pour les recettes perçues au titre des « parrainages d'événements en lien avec le service ».

Ce versement s'effectue en année N+1, au regard des modalités suivantes, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une attestation d'un commissaire aux comptes certifiant le montant de recettes générées (frais techniques refacturés aux annonceurs/partenaires inclus) au cours l'année N respectivement par l'activité « Nommage de vélos-stations » et par l'activité « parrainage d'événement en lien avec le service ». En cas de dépassement des montants minimum annuels indiqué à l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur émet le titre de recettes correspondant.

## **6.4 Participation au financement du service par des tiers**

Des stations pourront être implantées à la demande de tiers relayée par le titulaire ou le pouvoir adjudicateur.

Les vélos-stations concernées peuvent être installées sur le domaine des collectivités membres du pouvoir adjudicateur mais également sur la propriété de tiers au contrat. Dans ce second cas, elles sont librement accessibles à tous les usagers du service en permanence dans les mêmes conditions que les autres stations du dispositif.

Cette station est intégrée dans le dispositif global. Sur la propriété privée, une convention précise en outre les modalités de mise à disposition et d'occupation du domaine privé à titre gratuit.

Ces implantations feront suite à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

### **6.4.1 À la demande du pouvoir adjudicateur**

Dans le cas où cette demande émane du pouvoir adjudicateur, celui-ci fera sienne l'élaboration d'une convention avec le tiers fixant les modalités de mise en œuvre du service et émettra les ordres de service nécessaire à son exécution.

### **6.4.2 À la demande du titulaire**

La demande doit être notifiée au pouvoir adjudicateur (lettre recommandée avec avis de réception, courriel avec accusé de lecture...) et mentionne a minima la dénomination sociale du tiers concerné, le type de station envisagée, le nombre de points d'accroche envisagés, l'adresse de la station, un plan d'implantation de la station.

En l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans un délai de 60 jours ouvrés, le projet d'installation est considéré comme refusé.

Une convention est signée entre le tiers et le pouvoir adjudicateur. Cette convention précise notamment le montant total et les modalités de financement. Le pouvoir adjudicateur émet un ordre de service au titulaire pour cette station.

## **6.5 Subventions par des tiers publics ou privés**

Toute subvention versée au titulaire par un tiers public ou privé lié à l'objet du marché et en lien avec les prescriptions du présent marché est déduite du prix du marché. De fait, les demandes d'acomptes à venir seront défalquées des subventions reçues par le titulaire jusqu'à couvrir le montant de la subvention perçue.

Au plus tard le 30 juin de l'année N+1, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une attestation d'un commissaire aux comptes certifiant le montant de la subvention perçue durant l'année N.

## **6.6 Grille tarifaire**

La grille tarifaire fixée par le pouvoir adjudicateur applicable au démarrage du présent marché figure en annexe 3 au présent document. Cette grille peut évoluer sur décision du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution.

## **6.7 Retenue de garantie**

Sans objet.

## **6.8 Avances**

Les modalités arrêtées par le pouvoir adjudicateur pour faire bénéficier le titulaire de l'avance sont les suivantes :

### Pour la partie à prix global et forfaitaire :

Une avance peut être versée. Elle est calculée dans les conditions des textes en vigueur.

Le montant de cette avance est fixé à 5%, toutes taxes comprises, d'une somme égale à douze fois le montant de la partie forfaitaire divisé par la durée prévue pour l'exécution de celle-ci exprimée en mois. Ce montant n'est ni actualisé, ni révisé.

### Pour la partie à prix unitaire :

Le montant de cette avance est fixé à 5%, toutes taxes comprises, d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. Ce montant n'est ni actualisé, ni révisé.

Le versement de l'avance intervient à compter de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution, sous réserve de la production par le titulaire d'une garantie à première demande garantissant la moitié du remboursement de l'avance ou si les deux parties en sont d'accord d'une caution personnelle et solidaire garantissant la moitié du remboursement de cette avance.

## **6.9 Acomptes**

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

## **6.10 Présentation des factures**

Le titulaire et le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

Le contenu de la facture sera établi conjointement avec le pouvoir adjudicateur lors de la période de préparation du marché.

## 7 Durée – délais

### 7.1 Durée du marché

La durée du marché intègre :

- la période de préparation,
- la période d'exploitation du dispositif de vélos en libre-service
- et le cas échéant, la période de dépose des mobiliers.

La durée du marché court à compter de sa notification.

La période de préparation court à compter de la notification du marché et s'achève au 31 décembre 2017.

La mise en service du système est effective le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La période d'exploitation court du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2032, soit 15 ans.

En cas de dépose des mobiliers en fin de contrat, celle-ci est réalisée sur une période de 6 mois maximum, qui débute 3 mois au plus tard avant la fin de la période d'exploitation.

La durée du marché indiquée est ferme et ne fait l'objet d'aucune reconduction.

### 7.2 Délais

Les délais d'exécution des différentes prestations sont précisés ci-après.

#### 7.2.1 Phase de préparation

La phase de préparation débute à la notification du contrat.

##### 7.2.1.1 Modalités de pilotage opérationnel

Dans la **première semaine** de la phase de préparation, le responsable de projet du titulaire remet au pouvoir adjudicateur une note d'organisation précisant les modalités de pilotage opérationnel ainsi que le planning détaillé du déploiement du dispositif.

##### 7.2.1.2 Éléments de reporting

La liste détaillée des données et formats associés souhaitée par le pouvoir adjudicateur est communiquée au titulaire **dans les trois premiers mois** de la phase de préparation.

Au 30 juin 2017, le titulaire doit avoir mis au point les modèles de rapports destinés au suivi du service.

Les indicateurs et les modèles de rapport disponibles dès l'ouverture du service doivent avoir reçu l'agrément du pouvoir adjudicateur au plus tard le 30 novembre 2017.

##### 7.2.1.3 Rapports d'activité

Le contenu, la forme et le cadre précis des rapports sont proposés par le titulaire au plus tard le 30 septembre 2017. Ils font ensuite l'objet d'échanges avec le pouvoir adjudicateur en vue d'une validation finale par celui-ci avant l'ouverture du service. Ils intègrent a minima tous les éléments cités dans les programmes fonctionnels, administratifs, techniques et financiers définitifs.

#### **7.2.1.4 Transmission et validation du plan de communication initial**

Le plan de communication lié à la phase de mise en place du service est transmis par le titulaire le 30 juin 2017 au plus tard. En lien avec le titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose alors de 30 jours calendaires pour le valider.

L'ensemble des supports de communication de chantier est préparé sous un délai de trois mois à partir de la validation du plan de communication initial.

#### **7.2.1.5 Conception et validation des prototypes et modèles**

Le titulaire conçoit et fait valider l'ensemble des éléments du dispositif.

##### **Validation du design**

**La validation du design comprend les étapes suivantes :**

1 – Dans les 15 jours suivant la notification, avis du syndicat et des ABF sur le design proposé par le titulaire dans son mémoire technique.

Il peut être demandé au titulaire d'apporter de légers ajustements dans la composition esthétique du mobilier, sans pour autant que la forme générale et la structure ne soient remises en cause.

2 – Ajustement du design par le titulaire :

Suite à l'avis du syndicat et consultation des ABF, le titulaire dispose de 15 jours pour ajuster son design et présenter au syndicat ses nouveaux livrables.

Livrables :

- plans et coupes ;
- principales élévations, certaines avec insertion paysagère ;
- proposition de coloris ;

3 – Validation du syndicat et consultation des ABF du nouveau design ajusté.

Délai maximal : 15 jours à compter de la transmission des livrables.

Les teintes des mobiliers seront définitivement arrêtées à ce stade par le pouvoir adjudicateur.

4 – Réalisation des prototypes, installés sur le territoire parisien (sur un site défini par le syndicat)

Délai maximal : 4 semaines à compter de la validation par le syndicat.

5 – Validation définitive par le syndicat.

Délai maximal : 15 jours.

##### **Validation du système technique**

La finalisation de la conception des nouveaux mobiliers ne doit pas être de nature à retarder la mise en service prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Dans les 15 jours suivant la notification, sur la base de protocoles de test, le pouvoir adjudicateur éprouve les modèles de vélos (vélo mécanique et électrique), le modèle de vélo-stations et les conditions d'accès au service.

Suite à l'avis du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose de 21 jours pour procéder à des ajustements du système technique.

Suit la phase de vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF).

Le titulaire a la charge de tous les tests nécessaires à la vérification du bon fonctionnement des équipements et de toutes leurs composantes contenus dans le présent marché. Pour ce faire et avant tout déploiement de vélo-stations, le pouvoir adjudicateur exige du titulaire la mise en œuvre de vélo-stations pilotes, afin de procéder, en conditions réelles, à des tests destinés à vérifier la conformité et la fiabilité de l'ensemble des équipements qui composent une vélo-station. Ces tests s'effectuent dans le cadre d'une

Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) qui dure au maximum 30 jours. Des vélo-stations pilotes de chaque type (avec ou sans lecteur de cartes bancaires, avec ou sans panneau solaire, raccordées ou non au réseau électrique, autoportantes ou avec génie civil) sont mises à disposition durant une période de 2 semaines. Le pouvoir adjudicateur dispose de 7 jours pour donner son avis.

À l'issue de cette phase de VABF, dans le cas de réserves émises par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à opérer sans délai la mise en conformité, de l'équipement désigné au procès-verbal établi à cet effet. La phase de VABF est considérée comme définitivement validée dès lors que le pouvoir adjudicateur a levé d'éventuelles réserves, donnant lieu à la **signature du procès-verbal** qui autorise la livraison des matériels et le déploiement des vélo-stations.

En cas de défaut constaté et jusqu'à validation définitive de l'aptitude à la mise en service des équipements, le titulaire doit effectuer tous les travaux consécutifs demandés par le pouvoir adjudicateur.

La validation finale par le pouvoir adjudicateur de la VABF intervient au plus tard dans les trois mois suivant la notification du marché.

Il appartient au titulaire de s'assurer à chaque étape de la conception et de la fabrication que son matériel respecte le présent cahier des charges. Pour ce faire, le titulaire doit produire un certificat de conformité, produit soit par le constructeur lui-même, soit par un organisme agréé de contrôle technique.

#### 7.2.1.6 Validation du système de gestion centralisé

Les modalités de vérification, d'admission et de mise en place du système de gestion centralisé dans le cadre du présent marché se composent d'une vérification d'aptitude (VA).

La vérification d'aptitude des services rendus par le système de gestion centralisée intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les spécifications et les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché. Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution dans les conditions fixées par le marché d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 2 mois à partir de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées. L'absence de bug bloquant ou majeur, et le constat du respect des exigences non fonctionnelles de la solution stipulées dans le marché conditionnent le prononcé de la VA.

- si la VA des services rendus est positive, la personne publique ou son représentant la prononce et le système est considéré valide.
- si la VA est négative, la personne publique ou son représentant prend une décision d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement, le titulaire procède aux modifications sur le système, puis notifie une nouvelle mise en ordre de marche à la personne publique.

Lorsque la personne publique juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, elle notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la personne publique. Si le titulaire formule des observations, la personne publique dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, la personne publique ou le responsable technique est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### 7.2.1.7 Validation des éléments justificatifs comptables

Dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du marché, le titulaire propose l'ensemble des pièces comptables justifiant les versements effectués au pouvoir adjudicateur. Ces éléments sont présentés lors d'échanges avec le comptable public et le pouvoir adjudicateur.

#### 7.2.1.8 Validation de l'orientation des plans statiques des totems

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du marché, le titulaire propose l'orientation de chacun des plans statiques des totems. Le pouvoir adjudicateur dispose alors de 15 jours pour donner son avis. Ensuite, le titulaire dispose d'un mois pour se mettre en conformité.

#### 7.2.1.9 Validation des CGAU

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du marché, le titulaire propose les CGAU. Le pouvoir adjudicateur dispose alors de 21 jours pour donner son avis. Ensuite, le titulaire dispose de 21 jours pour mettre à jour les CGAU.

#### 7.2.1.10 Validation des rapports d'activité

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du marché, le titulaire propose au pouvoir adjudicateur le contenu des rapports mensuels et annuels d'activité, reprenant a minima les exigences formulées dans le PFT. Le pouvoir adjudicateur dispose alors de 21 jours pour donner son avis et valider le contenu définitif.

### **7.2.2 Phase de déploiement et transition avec le dispositif VLS précédent pour les stations du forfait**

Durant la phase de préparation et de déploiement du service, le pouvoir adjudicateur organise des réunions de travail avec la ville de Paris, le titulaire du marché Vélib' précédent et le titulaire du présent marché, afin d'assurer le bon déroulement de la phase de transition.

Durant la phase de préparation et dans un délai d'un mois suivant la transmission au titulaire du plan de démontage des vélo-stations du contrat précédent, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur un planning hebdomadaire détaillé de mise en chantier et livraison des vélo-stations.

Le déploiement des vélos-stations sur les emplacements repris se fait à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017. Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la mise en service du dispositif doit être opérée dans le respect des engagements pris par le prestataire dans son mémoire technique, avec a minima 50% du nombre de stations prévues au forfait. De plus, 50% des stations parisiennes du forfait doivent être effectives à cette date.

Les vélo-stations commandées via le chapitre 1a du BPU sont à déployer avant le 1<sup>er</sup> avril 2018.

### **7.2.3 Phase d'exécution**

#### 7.2.3.1 Commande et déploiement de vélo-stations au BPU

Dans les 15 jours suivant l'envoi de l'ordre de service, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur une proposition de planning hebdomadaire détaillé de l'ensemble des démarches nécessaires à sa mise en œuvre. Ce planning est actualisé toutes les semaines jusqu'à la fin du déploiement.

Le titulaire dispose jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2019 pour réaliser les vélo-stations **commandées via le chapitre 1b** du BPU et les rendre opérationnelles.

Le titulaire dispose jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2020 pour réaliser les vélo-stations **commandées via le chapitre 1c** du BPU et les rendre opérationnelles.

À compter de l'envoi de l'ordre de service, le titulaire dispose de 8 mois maximum y compris les démarches administratives pour réaliser les vélo-stations **commandées au chapitre 2** du BPU et les rendre opérationnelles



#### 7.2.3.2 Dépose et neutralisation de vélo-stations au BPU

À compter de l'envoi de l'ordre de service, le titulaire dispose d'un délai maximal de deux mois pour la **dépose complète** d'une vélo-station et d'un mois pour la **dépose partielle** d'une vélo-station. Néanmoins, en cas de force majeure, le titulaire est tenu d'exécuter l'ordre de service dans les délais qui y sont précisés (chapitre 2 BPU).

À compter de l'envoi de l'ordre de service, le titulaire intervient dans les meilleurs délais dans la limite de 24h pour neutraliser la vélo-station.

#### 7.2.3.3 Modification de la taille de vélo-station

À compter de l'envoi de l'ordre de service, le titulaire dispose d'un délai de 3 mois maximum pour modifier la taille d'une vélo-station (chapitre 4 BPU).

#### 7.2.3.4 Réimplantation de vélo-station suite à dépose

À compter de l'envoi de l'ordre de service, le titulaire dispose d'un délai de 3 mois maximum pour réimplanter une vélo-station (chapitre 5 BPU).

#### 7.2.3.5 Travaux de désamiantage

Dans le cadre de travaux de désamiantage préalablement nécessaires aux travaux d'installation, modification ou dépose d'une vélo-station, le délai maximum de déploiement ou réimplantation est prolongé de 2 mois.

#### 7.2.3.6 Évolution du pourcentage minimum mensuel de VAE

À compter de l'envoi de l'ordre de service, le titulaire dispose de 6 mois maximum pour se conformer à la commande (chapitre 8 du BPU).

Dans les 15 jours suivant l'envoi de l'ordre de service, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur une proposition de planning mensuel de déploiement.

#### 7.2.3.7 Certification du CRC

Le centre d'appel du Centre de relation client (CRC) doit respecter la certification ISO 9001, ou la norme NF EN 15838, ou équivalent, dans un délai maximal de 2 ans à compter de l'ouverture du nouveau service.

#### 7.2.3.8 Remise en état des vélo-stations

Dans le cas de dégradation d'une vélo-station empêchant son fonctionnement, le titulaire doit procéder à la remise en état sous 48 heures après le constat des faits.

Dans le cas de dégradation d'une partie de la vélo-station n'empêchant pas la prise ou la restitution de vélos sur au moins 50% des points d'accroche, le titulaire doit procéder à la remise en état totale de la vélo-station sous une semaine après le constat des faits.

#### 7.2.3.9 Intervention sur site (pour le SI)

Dans le cas de problème bloquant, et si une intervention à distance ne permet pas de débloquer la situation, le titulaire s'engage à intervenir sur les sites du pouvoir adjudicateur dans un délai d'un jour ouvré à compter de la notification du problème, et à résoudre définitivement ou mettre en place temporairement une solution de contournement au plus tard dans les 24h suivantes. Le planning de mise en place de la solution définitive étant défini d'un commun accord.

#### **7.2.3.10 Remise du plan annuel de communication**

Au 31 octobre de chaque année, le titulaire soumet au pouvoir adjudicateur un plan de communication incluant un plan médias et de diffusion pour l'année calendaire suivante. Le plan de communication contient une stratégie, les propositions d'actions relatives, leurs coûts et le calendrier. Après validation du plan de communication par le pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours calendaires, le titulaire met en œuvre les actions proposées.

Le résultat de l'étude satisfaction usager est attendu chaque année au 31 octobre concomitamment au plan de communication de l'année suivante.

#### **7.2.3.11 Remise des rapports**

Le rapport mensuel est à remettre au 5 du mois suivant le mois considéré.

Le rapport annuel de l'année N est à remettre au 30 juin de l'année N+1.

Après réception de ce rapport, le pouvoir adjudicateur dispose d'un mois pour faire ses remarques et commentaires.

Puis le titulaire dispose d'un mois pour transmettre la version définitive tenant compte des remarques précitées.

#### **7.2.3.12 Établissement du plan de réversibilité**

24 mois avant l'échéance prévue du contrat, le titulaire propose un plan de réversibilité.

Le plan de réversibilité définitif et les documents associés sont remis au pouvoir adjudicateur 12 mois plus tard.

#### **7.2.3.13 Intervention sur site**

Dans le cas de problème bloquant, et si une intervention à distance ne permet pas de débloquer la situation, le titulaire s'engage à intervenir sur les sites du pouvoir adjudicateur dans un délai de un jour ouvré à compter de la notification du problème, et à résoudre définitivement ou mettre en place temporairement une solution de contournement au plus tard dans les 24h suivantes. Le planning de mise en place de la solution définitive étant défini d'un commun accord.

#### **7.2.3.14 Remise des plans de récolement et d'implantation des stations**

À l'issue des travaux ou à la suite de toute opération de pose de station sans génie civil, le titulaire fournit à la maîtrise d'ouvrage, sous un délai de 21 jours calendaires à compter de la mise en service de la vélostation, un plan de synthèse et de récolement.

### **7.2.4 Phase de dépose**

La notification éventuelle par le pouvoir adjudicateur de l'exercice la clause de reprise intervient 8 mois au plus tard avant le terme normal ou anticipé de la période d'exploitation du marché.

L'éventuel démontage des installations et remise en état des sols en fin de contrat est réalisé sur une période de 6 mois maximum, qui débute 3 mois au plus tard avant la fin de la période d'exploitation. Le pouvoir adjudicateur détaille 6 mois avant la fin de la période d'exploitation au titulaire les éléments à déposer le cas échéant.

### **7.2.5 Remise des livrables**

Pour tout livrable non précisé dans le PFA et le PFT, le délai de remise est de 10 jours ouvrés à compter de la réception de la demande émise par le pouvoir adjudicateur.

## 8 Pénalités

La liste complète des pénalités applicables dans le cadre de l'exécution du marché, leurs modalités d'application et leur montant, sont précisés à l'annexe 1 du programme fonctionnel administratif.

Les pénalités sont cumulables et sont appliquées sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable par courrier recommandé.

## 9 Modalités de commande

### 9.1 Modalités de commande des prestations à prix unitaires

Pour les prestations figurant au bordereau de prix unitaires, l'exécution du marché se fait par ordre de service.

Les ordres de services sont envoyés par le pouvoir adjudicateur au titulaire pendant la durée de validité du marché et peuvent s'exécuter au-delà dans un délai raisonnable. Ceux-ci indiquent les prestations à effectuer, ainsi que les délais prévus pour les effectuer.

Leur réception par le titulaire fait débiter le délai d'exécution.

### 9.2 Réception des prestations

Les prestations sont réceptionnées selon les dispositions de l'article 25 du CCAG FCS.

### 9.3 Délais de garantie

Les modalités de garanties sont définies à l'article 28 du CCAG FCS.

## 10 Intéressement

Le titulaire est intéressé sur le montant des recettes usagers HT (après versement des commissions bancaires et après retraitement en cas de geste commercial imposé par le pouvoir adjudicateur).

L'intéressement est versé une fois par an, au premier trimestre de l'année n, sur la base du montant des recettes usagers HT de l'année calendaire n-1, il sera calculé de la manière suivante :

- ✓ 15% de la part des recettes usagers HT inférieure ou égale à 15 M€
- ✓ 17% de la part des recettes usagers HT comprise entre 15 M€ et 20 M€
- ✓ 20% de la part des recettes usagers HT comprise entre 20 M€ et 25 M€
- ✓ 23% de la part des recettes usagers HT comprise entre 25 M€ et 30 M€
- ✓ 27% de la part des recettes usagers HT comprise entre 30 M€ et 35 M€
- ✓ 30% de la part des recettes usagers HT supérieure à 35 M€

Pour une année de contrat, le montant de l'intéressement total est plafonné à 20% des recettes usagers totales HT.

Le premier versement d'intéressement intervient au premier trimestre 2019 au titre des recettes usagers HT perçues en 2018.

En cas de modifications des tarifs usagers ou du périmètre géographique, le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent de se revoir pour faire le point sur les incidences de ces modifications sur les modalités de calcul de l'intéressement et, le cas échéant, les ajuster.

## 11 Indemnisation du vol et du vandalisme

Le montant de l'indemnisation au titre du vol et du vandalisme est versé au second semestre de chaque année au titre de l'année précédente.

Le vélo est considéré volé, si la déclaration de vol est émise dans un délai d'une semaine et si le vélo n'est pas retrouvé dans un délai de 6 mois. Il est alors éligible à l'indemnisation. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nombre de vélos ayant été volés durant l'année précédente.

Le vélo est considéré comme vandalisé lorsque ce dernier a subi des dégradations causées par une tierce personne le rendant hors d'usage et conduisant nécessairement à sa destruction. Un contrôle contradictoire en atelier, en présence de représentants du pouvoir adjudicateur, permet d'établir la liste des vélos admis à l'indemnisation au titre du vandalisme sur proposition du titulaire.

Il est envisagé de procéder comme suit pour l'indemnisation pour chaque typologie de vélo (mécanique/électrique) :

- Si le nombre de vélos éligibles est inférieur à 10 % de la moyenne annuelle du nombre de vélos disponibles dans le type donné (mécanique ou VAE), le titulaire perçoit par vélo une indemnisation égale à la moitié du prix au BPU du vélo correspondant.
- Si le nombre de vélos éligibles est supérieur à 10 % de la moyenne annuelle du nombre de vélos disponibles dans le type donné, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation supplémentaire.

Au cours du contrat, un même vélo ne peut faire l'objet de plusieurs indemnisations au titre de l'indemnisation pour vélo volé ou vandalisme décrite dans le présent paragraphe.

## 12 Obligations administratives du titulaire

Sans objet.

## 13 Assurances

Le titulaire doit a minima disposer d'une police d'assurance en responsabilité civile souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable et pour des capitaux suffisants couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile exploitation, professionnelle et après travaux ou livraison en cas de préjudices corporels, matériels et immatériels causés à des tiers et/ou au syndicat du fait des activités objets du présent marché, des prestations qu'il réalise, que celles-ci soient en cours d'exécution ou terminées, du fait de ses biens ou du fait des personnes dont il doit répondre.

Les franchises éventuelles de la police d'assurance restent à la charge du titulaire.

Il est également bien précisé que tout dommage qui ne serait pas pris en charge par l'assureur du titulaire en application des clauses et conditions du contrat d'assurance concerné, soit que le risque réalisé n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive du titulaire.

Le titulaire doit justifier de la souscription de ladite police et du paiement de la prime d'assurance à la demande du pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, le titulaire fait son affaire de souscrire toute police d'assurance qu'il juge utile dans le cadre de l'exécution du présent marché.

## 14 Gestion et protection des données

### 14.1 Obligation de confidentialité

Les supports informatiques, documents et données fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire du marché restent la propriété du pouvoir adjudicateur.

Les données ainsi contenues sont soumises à l'obligation de confidentialité de la part du titulaire. Il en va de même pour toutes les données, et notamment les données personnelles, dont le titulaire prend connaissance et recueille à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage, pour cela à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ✓ ne prendre aucune copie des documents, supports informatiques qui lui sont confiés, à des données recueillies et utilisées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat ;
- ✓ ne pas utiliser les documents, données et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ✓ ne pas divulguer les documents, informations et données détenues à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privé
- ✓ es ou publiques.

#### 14.1.1 Sécurité des données

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures de sécurité, pour assurer la conservation et l'intégrité des données et informations traitées pendant la durée du présent contrat. L'ensemble des données du système est sécurisé aussi bien au niveau des échanges que du stockage, avec un niveau adapté au risque.

Conformément à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 dite « informatique et libertés », modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin que les données issues du service ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

Durant la phase de préparation, le titulaire conduit une analyse de risques pour identifier les mesures nécessaires pour assurer cette sécurité, puis met en œuvre les préconisations le cas échéant.

Le titulaire prend toutes mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques et bases de données en cours d'exécution du contrat. Il indique au pouvoir adjudicateur les mesures prises en matière de protection du réseau, traçabilité, gestion des habilitations et authentifications. Il avertit le pouvoir adjudicateur de toute tentative d'utilisation frauduleuse des données et lui indique les mesures prises pour y remédier.

Le titulaire est responsable du maintien en condition de sécurité du système pendant toute la durée des prestations.

Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être prises en compte.

Le titulaire est tenu d'assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre.

Voici une liste (non exhaustive) de règles applicables :

- ✓ environnement applicatif maintenu en tenant compte des recommandations d'application de correctifs par les éditeurs ;
- ✓ contrôle rigoureux des entrées utilisateurs ;
- ✓ sécurisation des accès aux fonctions d'administration ;
- ✓ installation du minimum de fonctions nécessaires lors de l'installation ;
- ✓ principe du moindre privilège ;
- ✓ utilisation de mots de passe dans le code interdite ;

- ✓ mise en œuvre d'une gestion efficace des erreurs.

Pour la mise en œuvre de technologies web, les développements devront s'appuyer sur les recommandations de l'OWASP (Open Web Application Security Project) et de l'Anssi.

#### Conseils :

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le client des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.

Le prestataire informe préalablement le client de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité (ou une dégradation des performances) du système.

#### Plan de continuité d'activité et autres plans (gestion des incidents et réversibilité) :

Le prestataire dispose d'un plan de continuité d'activité décrivant les mesures prises pour respecter les niveaux de services fixés.

Le prestataire dispose d'un plan de réversibilité spécifiant les risques, les étapes significatives et les moyens mis en œuvre pour assurer le transfert des données, des compétences ou des technologies nécessaires.

L'ensemble de ces plans (continuité, gestion des incidents, réversibilité) constituent des livrables faisant partie intégrante du présent marché.

Le titulaire s'engage à effectuer et/ou à rendre disponible au pouvoir adjudicateur une sauvegarde annuelle de toutes les données, notamment des données d'exploitation du service, de disponibilité du service, des données de trafic et d'usage, ou encore des données concernant les usagers du service.

### **14.1.2 Hébergement des données informatiques**

Le titulaire héberge les données informatiques sur le territoire de l'Union européenne. Il indique précisément les mesures prises pour se mettre en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur. Il fait siennes les formalités préalables prévues par la loi du 6 janvier 1978 et en informera le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance des prestations qu'il entend confier à une autre société, et indique les mesures de protection des données imposées à ce dernier.

### **14.1.3 CNIL**

Le titulaire fait siennes les obligations nées du respect de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés, modifiée, notamment de l'information des usagers auprès de qui les données sont collectées, en application de l'article 32 de ladite loi et de l'exercice du droit d'accès et de rectification en application des articles 39, 41, et 42 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée.

Le titulaire s'acquitte, pour son compte, des formalités préalables prévues par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés, modifiée, pour les traitements mis en œuvre dans le cadre du présent contrat. Il informera et fournira l'ensemble de ces formalités au pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile, pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire

## 15 Utilisation des résultats

### 15.1 Définition des résultats

Les résultats sont définis comme les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment :

- ✓ les œuvres, dont spécifiquement les œuvres constituées par les mobiliers et les vélos, et leurs accessoires présents sur le système de vélo en libre-service,
- ✓ les logiciels permettant de faire fonctionner le système de vélo en libre-service et leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, et l'ensemble des outils numériques permettant de transmettre et de déployer de l'information sur les écrans présents sur le dispositif,
- ✓ les signes distinctifs,
- ✓ les noms de domaine,
- ✓ les marques,
- ✓ les dessins, les modèles, les logos et les visuels créés par le titulaire,
- ✓ les sites Internet,
- ✓ les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle,
- ✓ et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les informations, le droit à l'image des biens ou des personnes tels les rapports, les études, le droit à l'image des biens ou des personnes.

### 15.2 Concession de droits d'utilisation sur les résultats

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché et notamment la Ville de Paris, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, à titre commercial ou non.

Cette concession vaut également pour les besoins découlant de l'objet du marché ou ayant un rapport étroit avec celui-ci, qu'ils soient concomitants à l'exécution du marché ou ultérieurs.

En effet, la Ville de Paris et ses partenaires ont développé une politique de valorisation des marques de la Ville de Paris, dont principalement la marque VELIB'. La Ville de Paris exploite ainsi de nombreux produits dérivés marqués VELIB', que ce soit par le biais de sous licenciés qui distribuent les gammes de produits dans l'ensemble de leurs réseaux de distribution ou directement par leurs commercialisations dans ses boutiques physiques ou en ligne (à ce jour accessible à l'adresse <http://boutique.paris.fr/fr/232-velib-#/> ).

La marque phare VELIB' est ainsi largement exploitée dans le cadre de *licensing*, de partenariats ou d'organisations d'événements, et cette valorisation a vocation à perdurer, voire se développer lors du nouveau marché.

L'image des nouveaux mobiliers et vélos du titulaire a donc vocation à être exploitée dans le cadre de la valorisation de VELIB'. Ainsi, il est d'ores et déjà expressément prévu que les résultats, en tout ou partie, modifiés, déclinés ou non, fassent l'objet d'exploitations, avec ou sans le concours du pouvoir adjudicateur par ses prestataires, partenaires ou tout tiers de son choix telle la Ville de Paris, notamment pour des produits :

- ✓ de l'édition (livres, fascicules d'activités, coloriages, jeux, etc.),
- ✓ pédagogiques (jeux de plateaux, cartes à jouer, etc.),
- ✓ divers, tels que, par exemple et de façon non limitative, des porte-clés, « magnets », affiches et produits de décoration, vêtements, sacs et mode, vaisselles et arts de la table, jeux et jouets et plus largement produits pour enfants, souvenirs, nourriture, papeterie et boissons, etc.

Les modalités d'exploitation de la concession sur les résultats sont les suivantes :

- ✓ territoire : monde entier,
- ✓ durée : pour toute la durée du marché.

En ce qui concerne spécifiquement l'exploitation des résultats pour les produits dérivés, il est expressément prévu que les produits en stock d'ores et déjà édités avant la fin du marché puissent être écoulés, sans que la durée de cet écoulement ne puisse excéder douze mois après la fin du marché. Il est en revanche entendu et accepté par le titulaire qu'à l'issue du contrat et sans limitation de durée, le pouvoir adjudicateur et ses partenaires dont la Ville de Paris peuvent utiliser les résultats à des fins d'archivage, d'information du public, de divulgation dans le cadre de rétrospectives, ou pour tout autre communication institutionnelle sans objet commercial.

- ✓ prix : la concession des résultats est forfaitairement comprise dans le montant du marché. Il est précisé en tant que de besoin que le titulaire ne saurait obtenir une quelconque rémunération complémentaire au titre de la présente concession qui fait partie intégrante de l'objet du marché, à savoir de permettre au pouvoir adjudicateur d'exploiter largement les résultats, y compris à titre commercial, notamment en ce qui concerne l'exploitation de l'image des mobiliers et vélos en libre-service.

Le caractère forfaitaire est expressément accepté par le titulaire et se justifie de surcroît notamment en raison de l'utilisation des résultats pour de la communication institutionnelle, promotionnelle et/ou commerciale, du nombre d'intervenants pour l'exploitation des produits dérivés ou œuvres réalisées ; la base de calcul de la participation proportionnelle ne pouvant être déterminée et les moyens de contrôler l'application de la participation font défaut. Les frais des opérations de calcul et de contrôle seraient hors de proportion avec les résultats à atteindre et la nature ou les conditions de l'exploitation rendent impossible l'application de la règle de la rémunération proportionnelle.

- ✓ les droits concédés comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits de reproduction, représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de remplacer, de réparer, de traduire les résultats en tout ou en partie, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, par tout moyen et sous toutes formes pour les besoins découlant de l'objet du marché ou ayant un rapport étroit avec lui.

Ces droits sont ainsi précisés :

- ✓ reproduire et/ou faire reproduire, en nombre illimité, tout ou partie des résultats par tout moyen connu ou inconnu à ce jour, et notamment par impression, dessin, fabrication, numérisation, et procédés analogues, sur tout support connu ou inconnu à ce jour et notamment mais non limitativement sur support physique, papier, flyers, produits dérivés divers, magnétique, numérique, de nature sonore, audiovisuelle ou multimédia, et en tous formats ; sur les réseaux d'affichage, les sites Internet des collectivités membres du syndicat de gestion, le site dédié au service de vélo en libre-service, réseaux Intranet, pages Facebook et Twitter et autres réseaux sociaux, applications Smartphone, tous journaux et publications diverses, salles d'expositions et salons.
- ✓ représenter tout ou partie des résultats au public, en tous lieux, par tout procédé connu ou inconnu à ce jour et notamment mais non limitativement dans le cadre de transmission par télédiffusion, de présentations ou projections publiques, par affichages, expositions, produits dérivés, films, enregistrements magnétiques ou numériques, multimédia ou sites Internet dont notamment [www.paris.fr](http://www.paris.fr), le site dédié au service de vélo en libre-service les sites Internet des mairies d'arrondissement, réseau Intranet ; sur les réseaux d'affichage, pages Facebook et Twitter et autres réseaux sociaux, applications Smartphone, tous journaux et publications diverses, salles d'expositions et salons.
- ✓ adapter tout ou partie des résultats, sous toutes formes, formats et sur tout support -même non prévus au contrat- dans le respect du droit moral des auteurs. Ce droit comporte le droit de modifier les résultats, et de les faire évoluer notamment en raison d'impératifs esthétiques, de sécurité ou de besoins nouveaux, de les animer, leur adjoindre tout élément nouveau, ou d'en supprimer certains,



de les utiliser partiellement pour créer une œuvre composite nouvelle ou d'y incorporer tout élément d'une autre œuvre préexistante, notamment en vue de la création et distribution de produits dérivés.

- ✓ traduire tout ou partie des résultats dans toute langue ou tout langage connus ou inconnus à ce jour.

Il est expressément prévu que les droits énumérés ci-dessus emportent le droit pour le pouvoir adjudicateur en tout ou partie, d'exploiter directement ou de faire exploiter les résultats par ses prestataires, partenaires ou tout tiers de son choix telle la Ville de Paris.

Il est par ailleurs accepté par le titulaire que le pouvoir adjudicateur et ses partenaires demeurent libres d'accorder des autorisations de tournage de films ou de prises de vues dans lesquels les résultats peuvent apparaître, de telles autorisations pouvant donner lieu au versement d'une contrepartie financière au profit du pouvoir adjudicateur ou de ses partenaires telle que la Ville de Paris, le titulaire renonçant à revendiquer quelque dédommagement que ce soit pour ces exploitations.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à respecter le droit moral de l'auteur tel que prévu à l'article L.122-1 du code de la propriété intellectuelle pour toute utilisation qu'il fait des droits concédés par les présentes dispositions. Le droit à la paternité est respecté par la mention que le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur.

### **15.3 Garantie des droits**

Le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes du marché. À ce titre, il garantit :

- ✓ qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les résultats et les connaissances antérieures ;
- ✓ qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur et tout tiers désigné dans le marché, en l'absence de faute qui leur serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché aurait porté atteinte.
- ✓ Si le pouvoir adjudicateur ou les tiers désignés dans le marché sont poursuivis pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de leur part, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché, ils en informent sans délai le titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire. Dans ces hypothèses, qu'il apporte au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché toute l'assistance nécessaire à ses frais ; qu'il s'engage, à son choix, soit (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, soit (ii), à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur et tout tiers désigné dans le marché puissent utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à les indemniser du préjudice subi.
  - Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur ou les tiers désignés dans le marché, en l'absence de faute qui leur serait directement imputable, seraient condamnés à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.
- ✓ Le titulaire du marché s'engage à garantir les droits concédés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans les documents du marché, lors de toute cession ou concession de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures.

La responsabilité du titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- ✓ les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans le marché ont fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;
- ✓ les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ou des tiers désignés dans le marché ;
- ✓ les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou les tiers désignés dans le marché ou à leur demande expresse.

## **15.4 Droits et engagements spécifiques du titulaire du marché**

Le titulaire du marché :

- ✓ est tenu de fournir, pour la durée du marché, sur la demande du pouvoir adjudicateur et des tiers désignés dans le marché, l'assistance indispensable à l'exercice des droits concédés.
- ✓ peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.
- ✓ s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image du pouvoir adjudicateur et de ses collectivités membres.
- ✓ peut publier les résultats sous réserve du respect des obligations de confidentialité, complétés le cas échéant par les documents particuliers du marché, et de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur et des tiers désignés dans le marché si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché. La publication doit mentionner que les résultats ont été financés par le pouvoir adjudicateur.
- ✓ détient la propriété des éventuels droits et titres afférents aux résultats. Les frais relatifs au dépôt, à l'enregistrement, à l'entretien et à la défense des titres de propriété industrielle lui incombent. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché est tenu de lui communiquer une copie des demandes de titres de protection qu'il effectue en France.

Si le pouvoir adjudicateur estime, contrairement au titulaire du marché, que certains résultats méritent d'être protégés, il peut inviter le titulaire du marché à déposer la demande dans un délai raisonnable qu'il fixe. Si le titulaire du marché n'a pas déposé la demande dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut procéder au dépôt de la demande, en son nom, à son bénéfice mais à ses frais, après en avoir informé le titulaire du marché, sauf en cas de décision motivée du titulaire du marché.

Si le titulaire du marché désire cesser l'entretien de l'un de ses titres exploité dans le cadre du marché, l'abandonner ou retirer une demande, il doit en informer au préalable le pouvoir adjudicateur et, à sa requête, lui céder gratuitement ses droits. Après en avoir averti le pouvoir adjudicateur dans les conditions permettant d'attester une date certaine de l'information, le titulaire du marché peut, en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, céder ses droits à un tiers, sous réserve que celui-ci s'engage à garantir les droits que le pouvoir adjudicateur tire du marché.

Le titulaire du marché accepte que le pouvoir adjudicateur ou ses partenaires telle la Ville de Paris procède pour sa part à tout dépôt de droit de propriété intellectuelle (marque, enveloppe Soleau ou autre) afin de protéger, en son nom et à ses frais, les produits dérivés et illustrations graphiques exploitant l'image des mobiliers ou vélos en libre-service.

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur et ses partenaires telle la Ville de Paris, lorsque celle-ci est conforme aux besoins découlant de l'objet du marché ou ayant un rapport étroit avec lui. Le titulaire du marché ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les

besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans le marché ont la possibilité de sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats pour leur propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

## **15.5 Droits sur les données et les bases de données produites à l'occasion de l'exécution du marché**

Le pouvoir adjudicateur est seul propriétaire de l'intégralité des données et bases de données générées à l'occasion de l'exécution du marché, qu'il s'agisse notamment des données d'exploitation du service, de disponibilité du service, des données de trafic et d'usage ou encore des données concernant les usagers du service. À l'exclusion des données et bases de données suivantes, sous réserve d'une justification par le titulaire :

- Données couvertes par un droit de propriété intellectuelle ;
- Données couvertes par le secret industriel et commercial ;
- Données à caractère personnel, à l'exception des personnels recrutés dans le cadre de la clause sociale.

Certaines données telles que les données de disponibilité du service brutes, statiques et dynamiques sont mises à disposition en Open Data à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux. Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiendraient des droits de propriété intellectuelle.

### **Responsabilité du titulaire**

Le titulaire assume seul, quelle que soit la cause, la responsabilité de jour comme de nuit de tous les accidents et dommages, apparents ou non, résultant notamment de son fait, de son matériel, de ses employés et ouvriers et leurs agissements, dans l'exécution des travaux, de la présence des chantiers, de défauts de signalisation et dans l'exécution de l'exploitation.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne peut être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de la gestion du dispositif de vélos en libre-service.

Le titulaire rend compte au maître d'ouvrage de toutes procédures amiables ou contentieuses.

Les éventuelles dégradations causées aux voies publiques lors des prestations de pose ou dépose des mobiliers sont en totalité à la charge du titulaire.

### **Dommages causés aux personnels et aux biens**

Les dommages de toute nature causés aux personnels ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que le dispositif de VLS reste la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ce dispositif du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## **16 Autres éléments administratifs**

### **Participation aux réunions**

Lorsque sa présence est requise, le titulaire a l'obligation de participer à toute réunion organisée par le pouvoir adjudicateur, que ce soit en phase de préparation, de déploiement, d'exploitation ou de dépose.

Le pouvoir adjudicateur notifie la réunion au titulaire par courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception.

## **17 Reprise des personnels du contrat précédent**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le personnel affecté au marché Vélip' compte environ 320 ETP, dédiés exclusivement ou pour partie au marché Vélip'.

Il n'appartient pas au pouvoir adjudicateur de se prononcer sur l'applicabilité de l'article L. 1224-1 du code du travail, ni, par voie de conséquence, de confirmer ou d'infirmer que les 320 collaborateurs devront être repris par le titulaire du marché en application de cet article.

Une reprise des personnels par le titulaire par application volontaire de l'article L. 1224-1 du même code peut être envisagée.

Le syndicat n'est pas en mesure de vérifier la fiabilité des informations transmises relatives aux personnels, de telles informations ne sauraient donc engager sa responsabilité.

## **18 Fin du marché**

### **18.1 Résiliation du marché**

Les cas de résiliation sont régis par les articles 29 à 33 du CCAG-FCS et les textes en vigueur.

En cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations, objet du marché, aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 36 du CCAG-FCS.

### **18.2 Reprise des équipements et dispositifs au terme du marché**

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-FCS, pendant la durée d'exécution du marché, l'ensemble des biens matériels et immatériels mis à disposition par le titulaire pour les besoins du marché sont propriété du titulaire et sous sa responsabilité.

Toutefois, au terme normal ou anticipé de la période d'exploitation du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de reprendre tout ou partie des équipements et dispositifs permettant l'exploitation du service (ex. mobiliers et vélos en libre-service, autres développement spécifique de logiciels dans le cadre du marché etc.) afin de permettre une continuité du service par le pouvoir adjudicateur ou tout tiers désigné par lui. Le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de poursuivre, directement ou par le biais d'un nouveau prestataire, l'exploitation du service en reprenant tout ou partie des équipements et dispositifs et disposer des droits de propriété intellectuelle lui permettant de fabriquer ou de faire fabriquer de nouveaux équipements, de réparer les équipements et dispositifs existants et de poursuivre l'exploitation du système d'information et les logiciels nécessaires au bon fonctionnement du service.

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle attachés aux équipements et dispositif existants au terme normal ou anticipé du contrat (brevets, marques, dessins et modèles, droits d'auteur) sont donc donnés en licence pour le monde entier et font l'objet d'un prix forfaitaire au bordereau des prix unitaires.

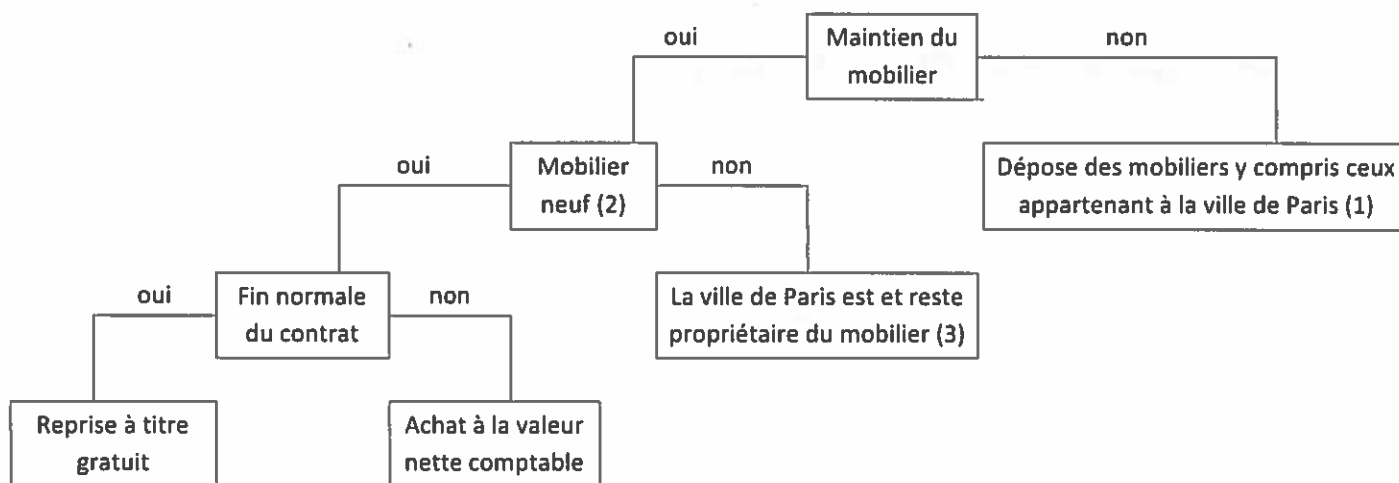
La notification par le pouvoir adjudicateur de l'exercice de cette clause de reprise intervient dans le délai indiqué au présent document. À cet effet, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à un état des lieux du dispositif.

Le titulaire du marché ne peut s'opposer à l'exercice de cette clause de reprise par le pouvoir adjudicateur, au terme normal ou anticipé du marché.

Au terme normal du marché, l'exercice de cette clause de reprise pour tout ou partie des équipements et dispositifs permettant l'exploitation du service ne fait l'objet d'aucune indemnisation. Ils sont repris à titre gratuit par le pouvoir adjudicateur.

Si le marché se termine de manière anticipée, l'exercice de cette clause de reprise fait l'objet d'une indemnisation des équipements et dispositifs non encore totalement amortis à leur valeur nette comptable pour la durée du marché restant à courir.

Le sort des mobiliers s'inscrit au choix du pouvoir adjudicateur dans le logigramme suivant :



(1) dans le cas où le titulaire a repris une partie du mobilier de l'ancien contrat, il fait son affaire de ces mobiliers dont la ville de Paris est propriétaire. Ils ne sont pas remis à la Ville de Paris après démontage.

(2) le mobilier neuf s'entend comme l'ensemble du mobilier fabriqué dans le cadre du présent contrat. Les mobiliers repris du précédent contrat et mis à disposition par le syndicat au titulaire ne sont pas considérés comme du mobilier neuf.

(3) les mobiliers de la Ville de Paris restent propriété de la Ville de Paris en l'état où ils se trouvent à la date de fin du contrat.

### 18.3 Devenir des personnels en fin de contrat

Le titulaire du marché s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, un an avant l'expiration normale du marché, ou à la demande du pouvoir adjudicateur en cas d'expiration anticipée, toutes les informations relatives à la masse salariale du personnel affecté à son exécution et potentiellement concerné, en cas de perte de marché, par une obligation de reprise, d'origine conventionnelle ou légale, incombant au titulaire suivant.

Outre les conventions collectives ou accords collectifs applicables, le nombre de salariés en question et le nombre d'équivalents temps plein, ces informations doivent comprendre, pour chaque membre du personnel concerné et de façon non nominative : la tâche assurée par l'agent ; son âge ; le montant total de sa rémunération pour l'année civile précédente (charges comprises) ; les avantages dont il dispose (dont primes et treizième mois, le cas échéant) ; la nature de son contrat de travail ; son expérience ; son ancienneté (temps d'affectation sur le service) et son niveau de qualification professionnelle.

Pendant une période d'un an précédant le terme du présent marché, ou pendant la durée de la période de préavis en cas de résiliation du marché, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de toute modification substantielle et durable des conditions d'emploi et de rémunération du personnel affecté à l'exécution du marché.

## **19 Redressement judiciaire et liquidation**

Tout jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire du titulaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

## **20 Obligations spécifiques à la charge du pouvoir adjudicateur**

Sans objet.

## **21 Dérogation aux documents généraux**

Dans le présent programme fonctionnel, les articles qui suivent dérogent au CCAG-FCS :

- l'article 3 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- l'article 6.1.1 du présent document déroge à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS
- l'article 20.2 du présent document déroge à l'article 26 du CCAG-FCS
- l'annexe 1 relative aux pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS